



HAL
open science

Iran : accord obligé, accord obligeant

Fariba Adelkhah, Gilles Leboucher

► **To cite this version:**

Fariba Adelkhah, Gilles Leboucher. Iran : accord obligé, accord obligeant. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2015, pp.10. hal-03595743

HAL Id: hal-03595743

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03595743>

Submitted on 3 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IRAN : ACCORD OBLIGÉ, ACCORD OBLIGEANT

20 OCTOBRE 2015

Fariba Adelkhah

Directrice de recherche au CERI-Sciences Po

LES GRANDES LIGNES

L'Iran a dû accepter d'aller jusqu'au bout de la négociation sur le nucléaire en raison du coût des sanctions occidentales pour son économie.

Cette situation a été aggravée par la chute du prix du baril, la baisse des exportations d'hydrocarbures et donc l'effondrement de la rente pétrolière.

En outre, la politique nucléaire de l'Iran a été critiquée en interne. Les performances de ce secteur se sont révélées si décevantes que la priorité qui lui était donnée ne s'imposait plus.

Les sanctions ont créé une nouvelle donne et permis à l'Iran de réaliser son ajustement structurel. Le marché informel et la dépréciation monétaire ont fait émerger de nouveaux hommes d'affaires.

Ceux qui ont poussé l'Iran à aller au bout de la négociation appartiennent à la minorité ayant soutenu la candidature à la présidence de Hassan Rohani, dont la victoire, en 2009, a surpris.

Après un débat très houleux au Parlement, la décision a été finalement prise, sur ordre du Guide de la Révolution, Ali Khamenei, de retourner à la table des négociations.

Ceux qui ont forcé la main du Guide sont ceux qui s'étaient enrichis en contournant les sanctions et se voyaient désormais bloqués dans leur développement par ces mêmes sanctions.

Les « businessmen des sanctions » appartiennent à tous les secteurs de la société : public, parapublic, privé, partis politiques, fondations, Gardiens de la révolution, organes sécuritaires.

Le succès de l'accord dépendra notamment de l'attitude des membres du « quatrième secteur », à l'interface du secteur public, du secteur privé et du secteur coopératif, qu'ont renforcé les sanctions, et qui pourrait privilégier ses propres intérêts plutôt que ceux du pays.

UN ACCORD OBLIGÉ

Une première négociation avait échoué en 2002. Que s'est-il passé pour que les Iraniens se sentent obligés d'aller jusqu'au bout, de surmonter le refus symbolique de s'asseoir à la même table que les Américains? On verra ensuite les effets et les contraintes que produit cette nouvelle donne.

Coût des sanctions

Du point de vue iranien, l'accord était une obligation. Le coût des sanctions pour l'économie iranienne n'est un secret pour personne. Un ministre l'a évalué à 500 milliards de dollars. Selon le président de la République, les achats de l'Iran dans le monde revenaient de 20% à 30% plus cher que le coût normal des produits importés auparavant. Augmentation due au nombre et à la diversité des intermédiaires.

Encore fallait-il que l'Iran puisse se procurer ce dont il avait besoin. Quant le président Mohammad Khatami a effectué une visite en France, un accord a été signé pour l'achat de 21 Airbus. Ces appareils n'ont jamais été livrés parce que les pièces fournies par Boeing étaient bloquées par les sanctions. L'Iran n'a pas pu renouveler son parc d'avions. Cela a provoqué des dégâts considérables, les catastrophes aériennes ayant fait de nombreuses victimes. Les sanctions les plus dommageables ont été celles qui interdisaient l'accès au système bancaire international.

Chute de la rente pétrolière

Autre question vitale pour l'Iran, celle du rapatriement du produit de la vente de son pétrole. Selon un rapport de la Banque mondiale, le pays ne pouvait accéder à ses avoirs à l'étranger, évalués à quelque 107 milliards de dollars. Des pays comme la Chine ou l'Inde ont d'abord bloqué les avoirs iraniens, ce qui a forcé l'Iran à se lancer dans le troc plutôt que d'être remboursé/payé par ses partenaires privilégiés.

La baisse du prix du baril et la chute des exportations de pétrole sont le troisième facteur ayant contraint l'Iran à négocier. La rente pétrolière du pays est passée de 120 milliards de dollars en 2011 à 24 milliards de dollars en 2014.

Critiques internes de la politique nucléaire

À cela s'ajoutent quelques rapports secrets internes à l'Iran critiquant sa politique nucléaire. Il y était fait état de l'importance des dépenses en regard de la faiblesse des résultats. Avec son uranium enrichi, l'Iran ne pouvait produire qu'un dixième des besoins du réacteur de Bouchehr ou de celui d'Arak (le rapport ne précise pas lequel). Ce réacteur ne fournissait que 1/70^e de la production d'électricité du pays. Les performances de son industrie nucléaire civile s'avéraient très décevantes et ne justifiaient pas les dépenses engagées dans ce secteur. En outre, l'Iran était loin d'être en mesure de se doter de l'arme nucléaire.

Très vite, on s'est mis à parler d'autres technologies, bien plus efficaces et des problèmes que les Iraniens rencontraient, ne serait-ce que pour avoir accès à l'internet.

Face au discours iranien sur la nécessité de se doter de l'arme nucléaire pour devenir une puissance régionale, les Afghans reprochent toujours à Téhéran de ne même pas pouvoir s'occuper d'un million de réfugiés afghans.

L'entêtement de l'Iran à poursuivre son programme trouvait sa raison d'être dans la nécessité de veiller à sa sécurité nationale. Le progrès du nucléaire militaire aurait permis à l'Iran d'exister en tant qu'acteur fort dans les jeux régionaux. C'est l'argument le plus important expliquant son recours au nucléaire. Pour Téhéran, le processus de négociation avec les Occidentaux était déjà, en lui-même, une grande réussite. Le pays apparaissait comme un partenaire fort, avec lequel on discute autour d'une table et à qui l'on doit essayer de faire confiance.

Politique régionale réévaluée

Étant donné la baisse de ses capacités financières, l'Iran a pris le temps de réévaluer sa diplomatie régionale et les liens qu'il entretenait avec ses partenaires privilégiés : la Syrie et le Liban. Bien qu'il tienne à rester fidèle à ses alliés, il n'avait plus les moyens de sa politique régionale.

Les achats d'armement iraniens n'ont pas été honorés non plus. L'acquisition de missiles 300 russes avait été signée sous Ahmed Ahmadinejad il y a six ans. Il semble qu'une version améliorée de ces engins doive enfin être livrée à la fin du mandat de Rohani. Ce n'est donc pas pour tout de suite. Et là, cela ne dépend pas des sanctions. L'Iran n'avait plus les moyens de négocier, y compris avec ses meilleurs partenaires.

Nouvelle donne

On sait moins que les sanctions ont suscité une forme d'opportunité économique pour l'Iran. Le poids des sanctions et la nécessité de surmonter le désastre économique ont créé une nouvelle donne. Les sanctions ont permis à l'Iran de réaliser son ajustement structurel. Ce n'est pas qu'un slogan. On sait à quel point Hachemi Rafsandjani et Mohammad Khatami voulaient éliminer le subventionnement des produits de base. Entre 1990 et 2004, le coût de ces subsides étatiques pour l'économie nationale était en discussion, mais personne n'avait réussi à les supprimer. La raison en est que le Majlis, le Parlement iranien, est élu, doit rendre compte à ses électeurs, est donc sensible à leur mécontentement, et, de surcroît, a de vraies prérogatives. Il peut bloquer des projets de loi, démettre des ministres, entendre le président de la République. Les sanctions internationales ont facilité la suppression des subventions aux produits de base, favorisé une certaine vérité des prix, élargi les débats sur la politique économique et la fiscalité en surmontant les résistances politiques intérieures.

La dépréciation du toman, la monnaie iranienne, a favorisé les exportations dans les pays de la région et conforté un tissu de PME (agroalimentaire, céramique, confection, produits chimiques, etc.). Ce secteur reste relativement indépendant du secteur public. Il ne faut pas sous-estimer ce

marché régional, qui comprend l'Afghanistan, l'Asie centrale – Turkménistan, Ouzbékistan – le Pakistan, l'Irak et même les pays du Golfe. Le marché informel profite énormément à tout ce qui à trait à l'agriculture, l'élevage, etc. Cette dépréciation monétaire a également permis l'autonomisation de la Bourse de Téhéran par rapport au marché des devises et de l'or. Elle a fait émerger de vrais hommes d'affaires.

UN ACCORD OBLIGEANT

Ces nouveaux acteurs, qui se sont affirmés à la faveur des sanctions internationales et de leur contournement continueront de peser sur la scène nationale après la conclusion de l'accord. On pourrait avoir deux lectures des raisons pour lesquelles l'Iran s'est décidé à revenir à la table de négociations pour aller jusqu'au bout de l'accord. D'une part, il était contraint de se soumettre aux volontés du groupe des 5 + 1 (Chine, France, Russie, États-Unis, Royaume Uni + Allemagne) à cause de la crise généralisée. D'autre part, on peut se demander pourquoi et par qui la décision a été prise d'accepter des exigences qui avaient été refusées en 2002 sur la base d'un nationalisme intransigeant.

Élection surprise de Hassan Rohani

La prise de décision émane d'une partie de l'échiquier politique : une minorité qui s'est distinguée dès 2009 avec l'élection de Hassan Rohani et qui a réussi à convaincre le Guide de la Révolution. La victoire de Rohani était très improbable. Elle n'a paru quasi certaine que le mardi précédant le vote du vendredi. Auparavant, il y avait déjà deux candidats réformateurs. Quelque chose s'est passé ce jour-là. Le changement d'atmosphère s'est fait en 24 heures. On pourrait presque penser qu'un groupe minoritaire qui s'était enrichi grâce au contournement des sanctions se retrouvait bloqué par les sanctions dans ses aspirations à se développer davantage. L'essor économique dépendait d'une décision politique afin que l'Iran sorte de son isolement. La question nucléaire était l'obstacle. Rohani a été élu pour le lever. Cela a pris deux ans, mais il a tenu sa promesse.

D'une manière générale, les Iraniens en avaient assez de la priorité donnée au nucléaire. Ils voulaient aussi un président moins religieux. D'où leur sympathie pour Mohammad Reza Aref. Ce candidat, universitaire, venait dans les débats télévisés avec sa femme, docteur en sociologie. Sa façon de s'exprimer était en phase avec celle les Iraniens d'aujourd'hui. Ce fameux mardi, les réformateurs ont tranché entre la candidature d'Aref et celle de Rohani. Ils ont opté pour le second.

Hassan Rohani était un homme du sérail, un apparatchik. Venu avec l'imam Khomeiny, il avait été pendant quinze ans à la tête du Conseil suprême de sécurité nationale. C'était encore un clerc, ce dont les Iraniens sont lassés. Mais il pouvait être accepté tant par une partie des conservateurs que par les réformateurs. Il était plus apte à discuter avec la droite qu'Aref, un intellectuel que rebutent le clergé et les milieux traditionnels.

Respect des institutions

La décision d'aller au bout de l'accord a donc été prise par une minorité. Le Guide de la Révolution, Ali Khamenei, n'a jamais dit le moindre mot en faveur de la négociation. Il n'a toujours

pas confiance. Ne s'étant pas prononcé, il peut toujours, à la fin, mettre le holà. Lors d'une de ses interventions, il a dit : « Je ne crois pas les Américains, mais allez-y. » Son rôle consiste à maintenir un équilibre politique entre les extrêmes. Lorsqu'il a soutenu Ahmadinejad lors des élections de 2009, il s'agissait surtout pour lui de ne pas laisser mettre en cause les élections afin que les institutions soient respectées. Khomeiny aussi mettait l'accent sur le respect des institutions politiques. Lorsqu'il y eut un conflit entre le Parlement, très marqué à gauche, et le Conseil de surveillance de la Constitution sur le droit du travail, l'imam n'a pas cherché la solution dans le Coran ; il a créé le Conseil de la raison d'État, que dirige Hachemi Rafsandjani.

Au sein du Parlement, les quatre négociateurs n'ont pas eu la vie facile. Ils ont dû débattre une vingtaine de jours, le Guide de la Révolution ayant décidé que l'accord devait être approuvé par le Majlis. Au premier tour de scrutin, une centaine de députés, sur 290, soit plus d'un tiers, a voté contre l'accord. Les débats ont été très violents. On a même menacé les négociateurs de les ensevelir dans le béton d'un réacteur nucléaire. Au deuxième tour, le Parlement n'a pas eu à débattre. Au bout de vingt minutes, sur ordre d'Ali Khamenei, l'accord a été déclaré adopté. Cela a rendu la droite furieuse. Alors que les députés avaient été priés de se prononcer, l'affaire était bouclée avant le terme de la procédure. L'Iran n'est pas une démocratie. On peut l'emporter par les institutions ; tout dépend de qui les dirige.

Les « businessmen des sanctions »

La question demeure de savoir qui a voulu aller au bout des négociations et qui a été capable d'obtenir l'accord du Guide avant celui du groupe 5 + 1. Cette question restera d'actualité tant que la levée des sanctions et l'ouverture internationale restent des sujets de préoccupation. Toutefois, on peut dire que ceux qui ont opté pour la négociation et forcé la main du Guide sont bien ceux qui, ayant profité du contournement des sanctions, s'étaient enrichis et se voyaient désormais bloqués, enfermés dans l'espace national à cause des sanctions.

Cet enrichissement grâce aux sanctions ne concerne ni une classe politique, ni une faction déterminée. En persan, on les appelle joliment « les businessmen des sanctions ». On en trouve dans toutes les formations politiques, les fondations, le secteur parapublic, le secteur privé. Il n'y en a pas davantage chez les Gardiens de la Révolution et les organes sécuritaires qu'ailleurs.

À la mi-octobre, lors d'un discours à Sari, au nord de l'Iran, le président Hassan Rohani a fait un drôle de lapsus en s'adressant aux opposants à l'accord. Il leur a dit qu'ils pouvaient « également faire du business ».

« Quatrième secteur »

Les sanctions ont bénéficié à toute une série d'opérateurs, d'hommes politiques ayant prospéré, à cheval entre position de pouvoir et position d'accumulation, dans le contexte de la libéralisation économique et de l'ajustement structurel. On parle d'un « quatrième secteur » (en français, ce serait le parapublic), situé à l'interface entre les trois secteurs définis par la Constitution : le public, le privé, le coopératif. Ce quatrième secteur se prétend public lorsqu'il s'agit de payer des impôts et privé pour toucher des subventions.

Le Bazar a profité des sanctions. Grâce à l'économie informelle, l'Iran n'a jamais manqué de rien. On y trouvait les mêmes produits de consommation courante qu'ailleurs dans le monde. Certes, l'Iran n'est pas un pays riche, mais les voitures de luxe étrangères y sont entrées ces dernières années.

On est dans ce que Jean-François Bayart appelle une « situation thermidorienne » : la consécration d'une élite révolutionnaire, qui s'est transformée en classe politique professionnelle, contrôle les institutions et s'enrichit à partir des structures officielles, telles que la Chambre de commerce, en multipliant les délits d'initiés.

Un autre groupe ayant profité des sanctions est constitué d'opérateurs indépendants, plus ou moins yuppies. Ces jeunes cadres dynamiques du secteur urbain ont tiré parti de la spéculation, de l'inflation, du trafic d'influence, de leurs rapports avec les services secrets et les Gardiens de la Révolution. Différents scandales ont révélé l'ampleur des ramifications intérieures et internationales de ce groupe. Babak Zanjani, Shahram Jazaeri Arab, ou Mahafarid Ami-Khosravi ont opéré des détournements dont l'ampleur donne le tournis.

De nouveaux clivages sur la scène intérieure

La question se pose de savoir quel rôle politique direct ou indirect ces « électrons libres », indépendants des réseaux traditionnels du Bazar, voire de l'establishment politique, joueront dans les années à venir, notamment par le financement des campagnes électorales. L'après accord devra compter avec l'émergence, sur la scène nationale, d'acteurs nouveaux, qui ont bénéficié des sanctions. Comme il n'y aura pas de place pour tout le monde, ils pourraient s'opposer à l'accord et à ses effets. Ils ont montré qu'ils pouvaient forcer la main du Guide de la Révolution. Pour le moment, ils restent sous le contrôle des politiques iraniens. Qu'en sera-t-il demain ? La scène politique sera marquée par un clivage qui n'existait pas jusque-là. En outre, des groupes d'intérêt se sont constitués tout au long des années de sanctions à la faveur des échanges avec les pays de la région : Chine et autres pays d'Asie, Turquie, etc. Eux aussi auront leur mot à dire et se placeront sur l'échiquier politique en fonction de leurs intérêts et alliances dans un nouveau contexte. Du point de vue intérieur irakien, la mise en œuvre de l'accord ne sera pas « un long fleuve tranquille ». Elle ouvre la voie à de nouveaux conflits internes à la classe politique et affairiste, dont l'issue est incertaine. Toutefois, cela ne remet pas en cause le bien fondé de la négociation.

POUR EN SAVOIR PLUS

Ahmadinejad, libérateur de la société malgré lui

Mahmoud Ahmadinejad était très représentatif de la société iranienne. C'est peut-être pourquoi les élites le détestent. Il tenait tête au clergé, qu'il méprisait. Son conseiller, ou, selon certains, chef spirituel, Esfandiyar Rahim Mashai, ne s'était jamais présenté aux anniversaires de la mort de l'imam Khomeiny, auxquels toute la nomenclature de la République islamique assistait. Sa religiosité n'était pas celle des clercs.

Pour les réformateurs, il faut être rationnel. Et la rationalité, à leurs yeux, c'est la foi. Si l'on n'a pas la foi, l'on n'est pas rationnel. Chez les conservateurs, la tradition prime ; les institutions dominent la foi religieuse. Hors de cela, pas de salut. Ahmadinejad, lui, a choisi le lien direct avec le transcendant. Il laissait aux femmes la liberté de porter ou pas le hijab, étant donné que cela tient à chacun de négocier avec Dieu. Pour lui, la foi religieuse ne passe pas par des intermédiaires. On doit reconnaître que, par sa façon d'être très contestable, il a pu, malgré lui, ouvrir un champ de liberté aux Iraniens. Tout au long de la période Khatami, les réformateurs craignaient les conservateurs. Si la société civile avait des revendications de type syndical et voulait organiser des manifestations, ils freinaient, argumentant que ce serait utilisé par les conservateurs pour durcir leur politique. Il fallait toujours attendre. Quand Ahmadinejad est arrivé, ces mouvements de protestation ont enfin pu se manifester sans crainte de retour de bâton. Ahmadinejad était tellement populiste qu'il avait tendance à toujours reconnaître à la société son droit d'expression. Il avait changé tous les responsables des institutions locales. Quand il recrutait des gens, il ne les choisissait ni dans le premier cercle (Rafsandjani), ni dans le deuxième (les réformateurs), ni dans le troisième (les conservateurs), mais dans le quatrième, c'est-à-dire des gens qui n'auraient pas pu facilement arriver au centre, ou au pouvoir.

Une page tournée

L'Iran respectera-t-il ses engagements ? Les Iraniens tenaient à sortir de leur isolement. L'établissement de bonnes relations avec l'Occident, plus spécialement avec les Américains, c'est une page de la Révolution qui se tourne. On ne reviendra pas en arrière. La négociation a été, pour les Iraniens, un moment d'expression de leur force, de leur présence à la même table que les grands, indépendamment même du résultat. L'expérience montre qu'ils respectent leur signature.

Le soutien du haut clergé

Parmi les éléments ayant favorisé le choix de la négociation, il y a eu, aussi, la crainte du clergé d'une perte de la religiosité. L'aphorisme suivant a eu cours : « Ventre affamé n'a pas la foi. » Dans sa grande majorité, le clergé est marginalisé. Il se tient à l'écart et ne s'intéresse pas à la politique. Il se préoccupe beaucoup plus du visage de l'imam Hussein dévoilé dans un film ou de l'arrêt du cours de religion d'un clerc à Qom que de la négociation avec les Occidentaux. Mais chaque fois que le processus a marqué une avancée vers un accord, les grands clercs l'ont soutenu.

Des liens régionaux historiques

Un bloc comprenant la Russie, l'Iran, l'Irak et la Syrie se constitue. L'Iran joue là un jeu qui n'est pas traditionnel. À propos de la Syrie, il négocie et n'est pas seul. Il n'agit pas par Hezbollah interposé comme d'habitude. Toutefois, il tient à ses relations. De ce point de vue, les Iraniens n'ont pas changé. Le poids de l'histoire compte. Dans les années 1970, à l'époque des non-alignés, les Iraniens étaient tiers-mondistes. La révolution iranienne n'était pas une révolution islamique, mais une révolution tiers-mondiste, non alignée, prônant l'anti-impérialisme, l'indépendance par rapport aux États-Unis. La classe politique iranienne, qui était alors proche de la Syrie, est toujours au pouvoir. Les Iraniens restent aussi liés à la Syrie parce que, tout au long

des années de guerre, ils ont bénéficié de l'appui de Damas. Hafez el-Assad leur avait cédé une partie de son aéroport pour importer du matériel militaire. Aujourd'hui, ils renvoient l'ascenseur. On ne peut pas leur reprocher leur fidélité. Mais il faut se réjouir de les voir à la table de négociations, y compris sur la question syrienne. Même s'il est vrai qu'ils sont en train de se faire doubler par les Russes, qui radicalisent la situation. C'est néanmoins un autre Iran qui participe aux discussions. Entre l'Iran et l'Irak aussi, il y a des liens historiques. Les villes de Nadjaf et Kerbala n'auraient jamais connu la prospérité qui a été la leur sans les Iraniens, dont une partie vivait en Inde. Au début du 20^e siècle, c'est par l'intermédiaire des Britanniques que les Iraniens de l'Inde envoyaient de l'argent à Nadjaf.

D'un régime à l'autre, une grande continuité

Dans l'esprit des Iraniens, l'Europe est moins stigmatisée que les États-Unis. La relation avec la France reste très affective, marquée pour les uns par l'accueil de l'imam Khomeiny à Neauphle-le-Château, à la fin des années 1970, pour d'autres – les laïques – par la défense des droits de l'homme. Le code civil iranien s'inspire de celui de la France. L'ancien ambassadeur d'Iran en France, Seyed Mohammad Sadegh Kharazi, vient de fonder un groupe politique intitulé Neda, du nom de Neda Agha-Soltan, tuée par balles lors de la répression du soulèvement post-électoral de 2009 et devenue l'icône des réformateurs. Chaque fois qu'il prend la parole, il cite un exemple français. Ainsi, parlant du maire de Téhéran, il a estimé que ce dernier ferait comme Jacques Chirac et deviendrait président de la République après des dizaines d'années de mandat municipal. La classe politique en général reste très marquée par la France. C'était déjà le cas avant la Révolution iranienne. La continuité, sur ce plan comme sur celui du nucléaire, est très forte. Des experts de la question nucléaire qui travaillaient déjà sous le chah d'Iran et vivent actuellement en exil à l'étranger ont été les conseillers de Mohammad Zarif, le négociateur en chef de la République islamique.

Des voisins méfiants

L'Iran et l'Irak sont les deux seuls vrais États du Moyen-Orient. Dans le sud du Golfe, il y a des réseaux économiques ; ce ne sont pas des pays. L'Arabie saoudite est un État dont la faiblesse est d'être fondé sur la religion. Ce sont les Américains qui, en frappant l'Irak, ont épargné l'Iran. Les Iraniens auraient pu exploiter la situation depuis longtemps. Ils ont mal joué sur le plan diplomatique. Mohammad Javad Zarif a fait ses classes dans la République islamique. On voit que les institutions politiques iraniennes peuvent faire émerger des gens comme lui, qui aspirent à une autre forme de présence sur la scène internationale. Mais l'Iran inquiète les États du Golfe, qui ne lui font pas confiance. Il irrite certains autres de ses voisins. Il a, par exemple, soutenu l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan musulman. L'islam iranien suscite beaucoup plus la méfiance des Occidentaux que l'islam turc. Seul le Pakistan a, depuis longtemps, d'excellentes relations avec l'Iran.

Des partenaires avec qui l'on peut travailler

De grandes entreprises comme Total, Alstom, Peugeot, Renault considèrent leurs partenaires iraniens comme des gens fiables. Ceux-ci se sont formés dans les pays occidentaux et sont compétents. Ils veulent travailler avec les Occidentaux mais pas que les Occidentaux viennent

travailler en Iran. Il ne faut pas voir les ministres, qui sont souvent les plus décevants. Les institutions politiques sont toujours dirigées par des hommes venus avec l'imam Khomeiny. Ils vieillissent mais sont toujours là. Il n'y en a pas d'autres. La révolution n'était pas gagnée. Cependant, huit ans de guerre ont permis au régime d'éliminer ses opposants. Ils sont tous partis. Il n'y a pas d'alternative politique hors des frontières iraniennes. C'est avec les gens qui vivent en Iran qu'il y a une carte à jouer.

La famille, soutien du conservatisme

La famille est le soutien du conservatisme en Iran. C'est une institution très forte. Le mariage des enfants constitue l'événement le plus important de la famille iranienne. L'argent gagné de manière informelle ou par le détournement des sanctions est destiné à ce que la fête nuptiale dure une semaine. Les mariés jouent leur propre rôle devant les caméras, de la demande de la main de la jeune fille au voyage de nocce. Cela donne des films à l'eau de rose, à l'indienne. Si la famille est la première préoccupation des Iraniens, c'est notamment en raison de la fermeture économique et politique de la société. Il n'y a pas de vie politique en Iran, pas de partis, pas de syndicats. On cherche donc à gagner de l'argent pour le dépenser dans le cercle privé, le seul accessible. La famille a donc un poids énorme tant dans les affaires que sur la vie des jeunes. Une famille bien composée comprend un clerc, trois businessmen, un homme politique, un magistrat, etc. Le modèle familial reste très traditionnel. Les Iraniens de l'étranger viennent toujours en Iran pour y trouver des jeunes filles vierges à marier sans savoir que, sur ce plan là aussi, les mœurs ont quelque peu changé. Dans les provinces, la contrainte familiale sur les jeunes est beaucoup plus forte que celle de la République islamique. Les jeunes gens quittent leur région pour gagner Téhéran afin de goûter à la liberté.

De nouvelles formes de religiosité

On ne sort pas aisément d'une révolution religieuse. Il y a sept millions d'Iraniens à l'étranger ; dans leur tête, ils en sont restés aux années 1970. Ils réinventent un Iran mythique qui a changé. Hostiles à la République et à la révolution, ils restent attachés aux valeurs de la monarchie, laquelle n'était pas moins archaïque et conservatrice que le régime actuel. Trente-sept ans de régime islamique vous inculquent la foi. Les jeunes Iraniens d'aujourd'hui sont beaucoup plus religieux que leurs aînés des années 1970. Ils veulent se marier, manifestent un attachement à la patrie et à la foi musulmane. Mais leur religion n'est pas celle des clercs. Ils inventent des formes nouvelles par la musique, le chant, la réunion entre femmes. Ils cherchent à diversifier leurs lieux de religiosité, préférant se rendre sur la sépulture d'un sage isolée au bord de la mer plutôt que dans des sites très fréquentés, tels Machad et Qom. Ils y vont un peu pour la foi, un peu pour les vacances, un peu pour s'y retrouver entre soi. En persan, on dit : « Pèlerinage, commerce et divertissement, et les trois riment bien ensemble. » C'est la triple raison pour laquelle le voyage en Syrie, en Irak et en Arabie saoudite s'est développé. Un million d'Iraniens se rendent chaque année en Arabie saoudite. Autrefois, seul le père de famille allait à la Mecque une fois dans sa vie, pas la mère. Aujourd'hui, toute la famille élargie fait le voyage, jeunes enfants compris. Alors que le pèlerinage durait un mois, il fonctionne désormais toute l'année. On parle de « pèlerinage des quatre saisons ». On consomme dans les centres commerciaux de la Mecque, on se divertit entre femmes, on va dans les montagnes pour fumer. La monnaie iranienne est acceptée en Syrie, Irak, Arabie saoudite, Turquie, Afghanistan sans nécessité de changer. Les gens se déplacent en

groupe, entre Iraniens.